

La crise vue d'en haut

Pierre Beaudet, 15 avril 2020

À part *Trump* et *Bolsonaro*, les élites économiques et politiques ont fini par comprendre conscience, après une assez longue période d'hésitation, de la gravité de la situation dans laquelle nous plonge la double crise provoquée par la pandémie et la récession économique. Cette crise, nous disent les publications de référence du 1%, risque de faire basculer le monde dans une régression prolongée. Cependant, s'il y a comme un consensus parmi le cercle restreint du dispositif du pouvoir à l'effet qu'il faut faire quelque chose, on évite d'aborder les causes d'une crise qui s'annonçait déjà, bien avant la pandémie. Plus encore, la restructuration néolibérale mise en place depuis les années 1980 ne doit pas être mise en cause, nous disent *The Economist*, le *Financial Times*, le *Wall Street Journal* ou le *Globe and Mail* et d'autres « intellectuels organiques » du grand capital. Le coronavirus est une sorte de « calamité naturelle » qui n'a rien à voir avec la sérieuse détérioration du système de santé publique. Encore moins avec la destruction des habitats naturels qui ont facilité la transmission de virus depuis plusieurs années, bien avant le coronavirus. Donc, on doit réparer le système, mais ne pas le modifier.

Les prévisionnistes en mal de prévisions

Selon le *Financial Times* (FT)¹, le collapse actuel est le plus important depuis la Deuxième Guerre mondiale. 170 des 189 pays faisant partie d'un index monté par le FT, vont subir une importante décroissance en 2020. Les États-Unis et l'Union européenne sont déjà entrés en récession. Aux États-Unis, le taux de chômage pourrait monter jusqu'à 20 %. C'est moins évident pour la Chine, bien que son économie risque d'être affectée par une baisse de la demande mondiale. Contrairement à la crise de 2007-08, les turbulences actuelles ne se limitent pas à la sphère financière. Un retour à la croissance est impossible avant 2021. Dans cette optique, une fois la pandémie estompée, le capitalisme connaîtra un cycle de récession, avant de repartir de plus belle, comme cela a été le cas dans les périodes antérieures.

Le *Harvard Business Review* (HBR) est un peu plus optimiste². Certes, la récession qui a commencé est grave, mais dans l'histoire, il y a récession et récession. Durant la Grande dépression des années 1930, la récession a pris la forme du « L ». Après la chute dramatique, la remontée a été prolongée et parsemée d'embûches. Cependant dans le moment actuel, HBR voit la récession prend la forme du V : forte descente et forte remontée. Selon les prédictions de cette publication universitaire influente, le scénario le plus probable avec la crise actuelle est celui de la courbe « V ». Les programmes de sauvetage vont garder la machine à flot, et quand les conditions seront réunies, cette même machine va redémarrer le processus d'accumulation, sans trop de problème. HBR prévoit donc que la croissance sera au rendez-vous dès le premier trimestre de 2021.

Selon la revue *Foreign Policy* (FP)³, la dernière récession en 2007-08 a mené à la perte de 8,7 millions d'emplois et une contraction du PIB de 4 %. Aujourd'hui, l'impact prévisible est de loin plus important puisque des pans entiers de l'activité économique sont affectés directement par les

¹ *Financial Times and Brookings Institute*, "Indexes for the Global Economic Recovery", <http://ig-legacy.ft.com/content/a0a7cf84-6725-11df-bf08-00144feab49a#axzz6JXWFYekk>.

² Philipp Carlsson-Szlezak, Martin Reeves and Paul Swartz, "What Coronavirus Could Mean for the Global Economy", *Harvard Business Review*, 3 mars 2020.

³ Sanjay G. Reddy, « Coronavirus and the limits of economics », *Foreign Policy*, 31 mars 2020.

fermetures d'entreprise. D'autre part, les dépenses découlant des programmes d'urgence pour aider les populations et faire face à la pandémie sont colossales, engageant les finances publiques dans des déficits qui vont durer plusieurs années. Cette évaluation plus sobre de FP leur fait dire que la sortie de crise prendra plus de temps, qu'elle sera plus difficile, et aussi qu'elle sera inégale, considérant le fait que plusieurs pays « émergents » (tel le Brésil, le Mexique, le Nigeria, l'Afrique du Sud) seront durement frappés. Dans la structure néolibérale de l'économie mondiale, ces pays restent encore dépendants des exportations de ressources naturelles (à faible valeur ajoutée). Le déclin des marchés pour ces produits leur coûtera très cher, d'autant plus qu'ils étaient déjà dans un cycle régressif avant la crise actuelle. Autre facteur débilisant selon FP, les institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI de même que les agences de l'ONU risquent de pas pouvoir fournir une aide d'urgence à la hauteur des besoins, tout en poursuivant (dans le cas des premières) les mêmes politiques d'ajustement structurel et de remboursement de la dette qui ont conduit une grande partie du sud global dans une plus grande vulnérabilité.

Le grand récit mystificateur

Après avoir parcouru ces analyses, on voit les fils qui dépassent d'un discours lénifiant qui occulte les causes et la complexité du problème. Même si on perçoit les impacts, on a tendance à les minimiser. Et évidemment, on refuse le débat sur les causes structurelles, en présentant la crise actuelle comme une combinaison d'une catastrophe « naturelle » (la pandémie) et d'une crise « cyclique », résultant de la marche inévitable du « marché », comme si celui-ci était une sorte d'entité surnaturelle. À l'origine de cette mystification se trouve *Adam Smith* et sa « main invisible » dans un capitalisme s'auto-reproduisant par les bienfaits de la compétition, du travail salarié et de la concentration de la richesse.

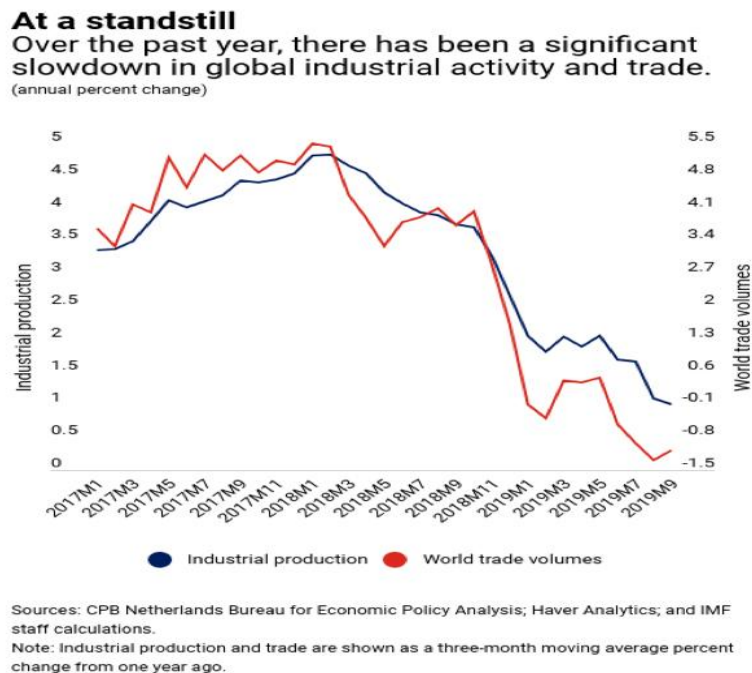
En réalité, de nombreux économistes notent depuis plusieurs années le retournement en cours dans cette mondialisation néolibérale, annonçant la fin de sa période « glorieuse ». C'est le cas notamment de *François Chesnais* qui a bien documenté, outre les « ups and downs » cycliques du commerce, de l'investissement et de la production, l'importance des facteurs structurels qui aujourd'hui apparaissent de plus en plus évidents, bien qu'ils soient rarement sur la première page du *Economist* !

L'économie mondiale était déjà bien mal en point quand la pandémie a frappé avec un changement de paramètres par rapport à ceux de la période de la crise de 2007-2008. Il ne s'agit pas seulement de l'émoussement des outils monétaires, la perte d'efficacité des interventions des banques centrales et le niveau très élevé des dettes publiques, mais de la capacité d'action de la bourgeoisie mondiale. Sur le plan des rapports internationaux le régime interétatique relativement coopératif de 2009 qui avait vu la création du G20, a cédé le pas à une intense rivalité commerciale et une montée importante de protectionnisme dont les Etats-Unis sont les principaux responsables¹.

Une avalanche d'études macro-économiques et de statistiques démontrent clairement la course vers la récession qu'on refusait de voir malgré l'évidence, ce que le tableau suivant, un parmi les

¹ François Chesnais, « L'état de l'économie mondiale au début de la grande récession Covid-19: repères historiques, analyses et illustrations ». À *l'Encontre*, 12 avril 2020.

centaines, exprime bien au niveau de la courbe déclinante de l'activité productive et du commerce¹.



INTERNATIONAL MONETARY FUND

Les vieilles méthodes encore efficaces

Alors que peut-il se passer pour la suite des choses ? Comment les élites entendent-elles « gérer » la crise. Dans le grand ouvrage du romancier *Giuseppe Tomasi di Lampedusa*, l'oligarchie qui domine l'Italie et qui voit son système de domination érodé par les transformations de la société discute. Il faut, dit-elle, « que tout change pour que tout reste comme avant ». Les changements, inévitables, doivent préserver l'essentiel².

C'est d'ailleurs cette perspective qui a « résolu », du moins en apparence, la dernière grande crise de 2007-08. Après le crash financier de Wall Street qui a rapidement contaminé le secteur financier dans plusieurs pays, les États-Unis et leurs alliés-subalternes ont adopté, avec des variations, le plan dit d'austérité. Les banques ont été renflouées pour stopper l'hémorragie de la finance, sans exiger ni transformation ni garantie de la part des grandes institutions financières. Celles-ci ont laissé passer l'orage, avec l'argent des contribuables, en attendant de rétablir les mêmes « bulles » spéculatives qui siphonnent les capitaux avec des taux de rendement élevés mais risqués. En même temps, les gouvernements nous ont dit que les finances étaient à sec, et qu'il n'y avait pas de choix que d'imposer au Nord, comme on l'avait fait au Sud 20 ans auparavant, les politiques d'ajustement structurel. Juste au Québec, c'est environ 30 % du budget de la santé publique qui a été ainsi sabré, ce qui explique en partie la catastrophe en cours dans les centres médicaux et les CHSLD. C'est ce qui s'est passé partout ailleurs.

¹ Parmi ceux-ci, l'ouvrage de Thomas Piketty, *Capital et Idéologie*, Le Seuil, 2019.

² *Le Guépard*, traduit par Jean-Paul Manganaro, Le Seuil, 2007.

La stratégie du chaos

Aujourd'hui dans une crise qui semble cependant plus grave que la dernière, c'est la posture qui domine. Des *think tanks* de droite, d'ailleurs, ne se gênent pas pour le dire. La crise n'a rien à voir avec le néolibéralisme. Au contraire, elle résulte du fait que la restructuration n'a pas été assez radicale, par la faute des mouvements sociaux et de l'ineptie des gouvernants. Il faudrait, comme Naomi Klein l'a expliqué, une « stratégie de choc » pour briser les résistances, accélérer la privatisation, la déréglementation et la libération financière¹. Dans le sillon de l'ouragan Katrina qui a dévasté New Orleans en 2005, une grande partie de la population a tout perdu, surtout dans les quartiers populaires peuplés majoritairement d'Africains-Américains. Dans la « reconstruction » qui a suivi, les gouvernements impliqués et l'oligarchie locale se sont assurés d'évacuer les couches populaires, de privatiser encore davantage la santé et l'éducation. Dans son dernier ouvrage², Klein explique que le néolibéralisme, bien que critiqué et décrédibilisé, se perpétue dans une sorte de « guerre contre l'imagination »³.

Plus près de nous, l'enfant chéri des corporations si bien répercuté dans les grands médias, l'*Institut économique de Montréal* (IEM, nous met en garde dans la stratégie pour faire face à la crise. Les mesures d'urgence, affirme l'économiste « senior » de l'IEM, devraient d'abord alléger la « pression fiscale » sur les détenteurs de capitaux. En concret, l'État doit accorder un congé des charges sociales pour les employeurs, abolir temporairement la taxe foncière commerciale et décréter un congé des taxes de vente)⁴. La « main invisible » du marché va tout rétablir, surtout si l'État s'en mêle moins possible.

Certes pour le moment, les gouvernants hésitent d'utiliser un tel langage. Tout le monde n'est pas aussi délirant que les officines de droite et on a globalement compris que le secteur public était le principal rempart qu'on avait pour éviter le pire, ce qui ressort clairement de la comparaison entre la situation québécoise et la situation états-unienne. Si personne ne porte trop attention à l'IEM en ce moment, il est cependant pensable qu'on en revienne aux propositions éculées quand la pandémie entrera dans sa phase descendante. Les arguments vont reprendre pour réduire les déficits énormes qui seront enregistrées à la suite des divers programmes d'urgence. Les « solutions » néolibérales, entre autres de privatiser les soins aux aînés, vont probablement continuer, si ce n'est par la porte par en arrière, à travers les pratiques bien en place de la « nouvelle gestion publique », qui consiste à démanteler le secteur public au profit des « partenariats public-privé ».

Des réformes pour qui et pourquoi ?

Si on est un peu optimiste, on peut penser que le néolibéralisme « pur et dur » devra se relooker pour ne pas perdre cette grande « bataille de l'imagination ». Il est probable qu'une grande partie de l'opinion va finir par penser que la crise de la pandémie était moins une « catastrophe naturelle » que le résultat des politiques mal avisées des dernières décennies. Il y aura des résistances, si le « retour à la normale » qu'évoquent les Trudeau et les Legault de ce monde se

¹ Naomi Klein, *La stratégie de choc*, Lux Éditeur, 2007 Naomi a également produit un excellent documentaire basé sur son livre qu'on trouve gratuitement en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=Mm8PZFz9T-E>.

² *On Fire : Plan B pour la planète : le New Deal vert*, Actes Sud, 2019).

³ Naomi Klein interviewée par Isabelle Hanne, *Libération*, 3 novembre 2019.

⁴ Peter St-Onge (« économiste sénior » à l'IEDM), « Trois mesures fiscales pour contrer la pandémie », *La Presse*, 18 mars 2020.

fasse simplement par le refinancement des entreprises et des banques, alors que des millions de citoyens vont trainer le poids de la crise pendant des années par suite de la perte d'emplois et de revenus.

C'est ainsi que des opérateurs économiques plus sérieux que les bouffons de l'IEM cherchent d'autres pistes. C'est le cas de *Laurence Boone*, économiste de l'OCDE et ex-conseillère du gouvernement social-libéral de François Hollande. Elle propose de ne pas trop s'en faire avec les déficits, qui pourront être théoriquement contrebalancés par la création monétaire¹. Déjà, des États capitalistes ont décidé d'injecter des dizaines de milliards de dollars dans le sauvetage d'entreprises et l'aide directe aux citoyens pour les encourager à retrouver les « joies » de la consommation. On est même prêts à renflouer des pans du secteur public, notamment dans le secteur de la santé, dont les déficiences sont devenues évidentes dans la crise du coronavirus.

Le calcul de ces économistes qui proposent une gestion modulée du néolibéralisme mise sur une relance gérée de manière centralisée, grâce à des politiques monétaires plus ouvertes, qui pourraient relancer un taux d'inflation (la bête noire des néolibéraux « purs et durs »), mais sans trop perturber les « équilibres macro-économiques », dans le langage de la Banque mondiale. La dette serait élevée mais gérable (tout en perdant sa valeur par l'inflation), ce qui permettrait la relance de l'économie « réelle » (production et consommation), un peu comme ce que *Keynes* avait prévu dans les années 1940-50. Pour ce faire, il faudrait bien sûr un retour d'un État régulateur, capable de « dompter » les ambitions d'un capitalisme sauvage par toute une série de re-règlementations. Malgré cette perspective optimiste, les partisans des réformes estiment qu'il faudra au minimum 1 ou 2 ans, pour réparer les pots cassés et reprendre le contrôle de la finance.

Est-ce possible ? Les fondements structurels de l'économie néolibéralisée et globalisée qui domine depuis trois décennies seront résistants. Par exemple, la restructuration entamée dans les années 1980, via la libéralisation financière et le délocalisation des investissements et des emplois vers le sud-global, ne sera pas aisément reléguée. La haute finance exerce une influence disproportionnée sur la scène politique et médiatique, en partie à cause du copinage entre l'oligarchie financière et les autres secteurs des classes dominantes. D'autre part, la réarticulation qui a mis en place la chaîne de production mondiale avait comme énorme avantage de piéger les couches prolétariées du Sud (les « petites mains habiles » des maquiladoras et des ateliers de misère de la Chine au Mexique), générant d'immenses profits. Est-ce que General Motors peut sérieusement rapatrier sa production à Detroit ou à Oshawa et rester « compétitive ? Poser la question, c'est y répondre.

D'autre part, le cadre du capitalisme actuel procède de ce que *David Harvey* appelle l'« accumulation par la dépossession » qui requiert la destruction accélérée des communautés paysannes et des sociétés précapitalistes, ce qui s'accompagne d'un immense bond en avant dans l'exploitation sans limite de la nature (terre, forêts, mers, atmosphère) par les pratiques extractivistes à une échelle inédite dans l'histoire².

Enfin, il faut souligner le fait que, à la différence de la recette de *Keynes*, l'économie actuelle ne requiert plus des millions d'emplois dans le secteur manufacturier, relativement stables et relativement bien payés (en comparaison avec l'économie « Big Mac » qui repose sur une main d'œuvre peu qualifiée et précaire). Ce secteur manufacturier est maintenant délocalisé et quand il ne l'est pas, il fonctionne maintenant grâce à l'informatisation sur une fraction assez mince de salariés. La relance de l'accumulation par la croissance du marché grâce à une consommation des

¹ Boone a publié cette chronique dans le *Financial Times* (23 mars 2020) qui était, il n'y a pas si longtemps, un féroce adversaire des politiques keynésiennes.

² Harvey, David (2010). *Le Nouvel impérialisme*, Paris : Les Prairies ordinaires.

ménages n'est plus à l'ordre du jour, maintenant que la financiarisation a déplacé les circuits du capital vers l'économie de casino et l'éparpillement de la chaîne mondiale de production pour mettre au service de l'accumulation des centaines de millions de travailleurs et de travailleuses en Chine, au Mexique et ailleurs.

Bref, cet ancien modèle est en partie brisé, tel que l'explique *Michel Husson* : « il sera difficile au système économique de revenir à son fonctionnement antérieur à la crise. Les chaînes de valeur mondiales sont désorganisées, des entreprises auront fait faillite, le mode de gestion de dépenses publiques, notamment en matière de santé, est disqualifié »¹.

Penser le capitalisme après le capitalisme, mais comment ?

Des secteurs « éclairés » de la bourgeoisie sont inquiets du fait que le maintien du statu quo risque de glisser vers des formes exacerbées d'« austérité » et de régimes réactionnaires, suscitant des conflictualités sans fin, voire des insurrections (comme celles qui ont éclaté au cours de 2029 dans des endroits aussi divers que la France, le Chili, l'Algérie, le Soudan, etc.). D'autres composantes du 1 % surtout dans le domaine de la recherche, de l'enseignement, de franges supérieures de la technocratie de l'État, estiment également que des réformes partielles dans le but de répliquer le compromis keynésien sont risquées. Trop peu et trop tard, elles pourraient avoir comme effet de précipiter une série de crises de longue durée². C'est alors qu'apparaît, un peu en marge, des fractions réformistes un peu plus radicales pour penser à un capitalisme après le capitalisme. Certes, ces iconoclastes « néo-keynésiens » du capitalisme, inspirés par *Joseph Stiglitz*³, restent assez loin des officines du pouvoir, mais ils participent activement à la bataille des idées.

Pour ceux-ci, il faut briser le cercle vicieux de la domination du secteur financier, pas seulement, comme le proposent les réformistes « modérés », en régulant Wall Street. Cela peut se faire, estiment-ils, en rétablissant les régulations de l'époque keynésienne limitant le champ d'action des spéculateurs. Cela implique aussi le rétablissement d'une fiscalité progressive qui ferait payer aux riches leur « juste part », ce qui par la bande voudrait dire une guerre sans merci contre les paradis fiscaux et d'autres techniques mortifères qui sont en grande partie responsable de l'explosion des inégalités. Il faudrait permettre le retour d'une accumulation basée sur la capacité de consommation des ménages, sur la protection et la stabilisation du travail, la formation continue, le désendettement. On peut noter que ces politiques continuent de bien fonctionner dans les quelques pays qui ont protégé, au moins en partie, l'héritage social-démocrate⁴.

Les réformistes « radicaux » proposent également la réforme de la gouvernance, la chasse à la corruption, la démocratisation des institutions, la remise à niveau d'institutions publiques essentielles à la vie commune (notamment dans la santé et l'éducation). Et enfin, ils pensent à

¹ Michel Husson, « Le capitalisme contaminé », *À l'encontre*, 31 mars 2020.

² En fait la Grande dépression des années 30 été un épisode, un fragment de la grande crise européenne qui s'est échelonnée des années 1910 jusqu'aux années 1950. Il a fallu deux guerres mondiales, d'immenses turbulences économiques et également la révolte des dominés dans une grande partie du monde pour subsumer cette crise de longue durée.

³ «The coronavirus outbreak is a 'different kind of crisis,' says Nobel laureate Joseph Stiglitz, *CNBC*, 17 mars 2020

⁴ C'est ce qui prévaut dans les pays scandinaves, bien que ceux-ci ont également introduit des réformes néolibérales qui ont les mêmes effets qu'ailleurs, d'où la croissance de l'inégalité et de poches de pauvreté. Mais ce processus est entravé et lent, ce qui fait qu'on peut avoir encore l'impression, du moins en partie, que la social-démocratie persiste dans le « modèle » scandinave.

promouvoir un tournant important vers la transition écologique. Avec des investissements massifs dans ladite économie verte, on pourrait non seulement confronter le défi climatique, mais aussi relancer l'accumulation autour de grands projets techno-industriels.

Une fois dit cela, ce « Green New Deal » n'implique pas le démantèlement du dispositif du pouvoir capitaliste. L'économie de marché dite « privée » reste le socle incontournable. Le facteur de croissance reste autour de la consommation individuelle, pour ne pas dire, selon l'expression de *Boltanski* et *Chiapello*, autour de l'individualisme possessif¹.

Pour *Stiglitz* notamment, il faut en fin de compte moraliser le capitalisme, lui donner des balises éthiques, empêcher les « excès », penser à long terme, et pas seulement aux profits immédiats enregistrés à la fin de chaque année fiscale. Dans ce sens, le capitalisme continue, car selon la formule célébrée de *Margaret Thatcher*, « there is no alternative ». Cette perspective rejoint dans une large mesure du « développement durable » qui cherche à réparer les dégâts du capitalisme prédateur en intégrant dans les ratios bénéfices/coûts les nombreuses dimensions que le néolibéralisme a « externalisé » en refilant la facture aux citoyens et à leurs descendants.

Dans cette période de confusion, les propositions des réformistes capitalistes semblent progressistes, avec comme effet rapide de sortir de la spirale descendante actuelle. Des mouvements populaires et progressistes, se sentent interpellés par une alternative qui semble pouvoir épargner des grandes confrontations du passé où le paradigme n'était pas de réparer le capitalisme, mais de le briser. Les raisons qui sont derrière ce changement de perspectives dépassent les limites du présent texte et devront être abordées ultérieurement².

Dans le passé en tout cas, les grands changements ne sont pas survenus de moralisations faisant appel au « gros bon sens », mais par des luttes sociales et politiques très vives. De vastes coalitions sociales mises en jeu par les couches moyennes et populaires ont imposé les grandes réformes, qui ont permis, après la grande crise de la première moitié du vingtième siècle, des avancées sociales, l'accès à la citoyenneté et la démocratie et la souveraineté populaire. Ces batailles ont été partielles, souvent incomplètes. Au-delà des limites de ces luttes du passé, il est difficile de penser à des changements substantiels sans un grand changement dans les rapports de forces. Dans la destruction d'un ancien ordre apparaissent, de manière chaotique et contradictoire, les embryons d'une nouvelle organisation de la société dont l'enfantement comporte sa part de douleurs et de risques.

¹ Boltanski et Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

² Le bilan du socialisme du vingtième siècle plutôt désastreux est une des raisons qui expliquent le déclin des hypothèses de la rupture. Le remplacement espéré de l'État par des communes autogérées et la destruction programmée des clivages de classe, de genre, entre les nations n'a pas été réalisé sinon que pour de courtes périodes et à des coûts très élevés (guerres civiles, destructions, etc.). Cependant, le débat est loin d'être terminé. On peut observer un processus de réarticulation autour de programmes de transition populaires et démocratiques, bien que ces travaux sont encore à leurs premiers pas. Dans ce sens, la réflexion de Julia Posca est fort intéressante, « Éviter la crise après la crise : chantiers pour reconstruire l'économie », *IRIS*, 7 avril 2020.